

Le budget—Mme K. Campbell

En ce qui a trait au financement des programmes établis, le gouvernement fédéral verse les sommes en question aux provinces au titre des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire. C'est au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien qu'il incombe de financer les cours d'enseignement donnés aux Indiens des réserves et ce budget n'a aucune répercussion dans ce domaine. En outre, le financement de l'enseignement postsecondaire, de l'habitation et de l'assistance sociale demeure inchangé. Les services offerts à ce titre sont même accrus, en fait.

Je rentre de Colombie-Britannique où j'ai rencontré un certain nombre de groupes, notamment des organismes à but non lucratif de ma circonscription, ainsi que des dirigeants d'entreprise. Après une semaine de rencontres dans ma région, j'ai été frappé de constater à quel point ce budget est réfléchi et sensible aux besoins des Canadiens. Je peux vous dire, contrairement à ce qu'a déclaré hier le député d'Esquimalt—Juan de Fuca (M. Barrett), que le monde des affaires n'a pas accueilli ce budget avec beaucoup de plaisir.

Pour l'entreprise privée, le défi que posent les compressions de dépenses semble souvent très facile à relever. Les choses ne sont pas aussi aisées pour ceux d'entre nous qui doivent s'acquitter de la tâche en question au gouvernement. Les députés de l'opposition prétendent que le gouvernement a présenté un budget tout à fait favorable à la grande entreprise. Or, je peux vous dire que les chefs d'entreprise n'ont pas mâché leurs mots au sujet de ce budget. Selon eux, nous ne sommes pas allés assez loin.

Ma rencontre avec les groupes à but non lucratif m'a permis de me placer d'un autre point de vue. Les intérêts s'inquiétaient, naturellement, des compressions de dépenses. J'ai pris le temps d'écouter ces deux points de vue contradictoires, ainsi que les instances de bien d'autres groupes. J'en suis venu à la conclusion que la façon de procéder du ministre des Finances est tout à fait équitable.

En tant que gouvernement national, nous devons aux Canadiens de mettre de l'ordre dans nos finances et également d'investir dans des programmes et une politique utiles à notre société en général. Il s'agit là d'un budget qui ne s'attaque pas qu'aux problèmes actuels. Il ne s'arrête pas aux questions et aux programmes sur lesquels le gouvernement doit se pencher de nos jours. C'est là un budget grâce auquel nous serons en mesure de continuer à régler les questions qui se posent et à relever les défis importants auxquels la société canadienne devra faire face à l'avenir.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou observations? La parole est au député de Broadview—Greenwood.

M. Mills: Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la député. J'ai été fasciné par vos craintes au sujet de la dette nationale. Cela nous inquiète tous. Cependant, je voudrais vous poser une question bien précise.

Le président suppléant (M. Paproski): J'invite le député à bien vouloir m'adresser sa question.

M. Mills: Monsieur le Président, voici donc ma question. Sur la côte nord de l'île Vancouver, on trouve la société Ballard Industries. Il s'agit d'une petite entreprise qui n'emploie que 30 ou 40 personnes environ. Elle souhaite protéger l'environnement et elle a recours à des techniques de pointe d'assainissement de l'air. L'entreprise a mis au point une technique de dépollution de l'air grâce à une pile à combustible polymère solide. Elle voudrait obtenir le soutien du gouvernement national sous forme d'une subvention d'environ 10 millions de dollars même si, selon toutes ses prévisions, elle devrait créer en dix ans une industrie d'un milliard de dollars en Colombie-Britannique seulement.

Je voudrais poser à la ministre la question suivante: Quand elle se trouve devant ce genre de situation, comment réagit-elle et comment traite-t-elle l'entreprise?

Mme Campbell (Vancouver—Centre): Monsieur le Président, je remercie le député pour sa question. Il m'a parlé de la Ballard Industry hier, à l'extérieur de la Chambre, il m'a demandé si je connaissais l'entreprise et je lui ai répondu non. Je voudrais souligner deux points en réponse à sa question. Premièrement, les technologies viables vouées au succès financier ce que d'après le député, semble posséder cette entreprise, devraient être financées par le secteur privé. Si l'argent se fait rare dans le secteur privé, cela signifie deux choses. Tout d'abord, que le gouvernement draine l'argent, qu'il offre aux gens de bons investissements au lieu de les encourager à investir dans les entreprises qui, bien qu'elles comportent des risques élevés, sont très importantes pour la santé financière de notre société. Ensuite, il y a le coût de l'argent, qui illustre à sa façon la rareté de l'argent par suite de la présence envahissante du gouvernement sur le marché financier. La politique de notre gouvernement comprend d'importants programmes visant à encourager le secteur privé comme, à notre avis, il devrait l'être, c'est-à-dire sans que le gouvernement se charge de financer les innovations et de créer des industries, mais qu'il se contente d'offrir de l'aide aux entreprises qui en ont besoin.

La semaine dernière, alors que j'étais à Vancouver, j'ai présidé à une série d'annonces au nom de mon collègue le ministre responsable du fonds de diversification de l'économie de l'Ouest. Notre gouvernement fournit en fait une aide très importante à de nombreux gens d'affaires innovateurs de la région de Vancouver qui sont aux prises avec la concurrence des grandes sociétés américaines et autres et cherchent des marchés pour s'implanter.